

INTERVIEW

Madeleine Degrandmaison

Conseillère régionale, présidente du Comité martiniquais du **tourisme** et membre du **Rassemblement démocratique** martiniquais, Madeleine Degrandmaison va **défendre** à la région une plateforme d'urgence.

« Je conduirai la liste du RDM aux régionales »

Jeudi, Alfred Marie-Jeanne annonçait dans nos colonnes qu'il conduira obligatoirement la liste des Patriotes aux élections régionales du 11 mars prochain. Comment le RDM entend-il se positionner pour ce scrutin ?

Le RDM va proposer une liste ouverte à des alliés partageant nos convictions, une liste ouverte à la société civile portant compétence et connaissance de la vie économique, une liste reflétant la société martiniquaise dans sa diversité, l'équilibre du territoire.

Votre nom est avancé pour conduire cette liste ?

Oui, c'est décidé. Je conduirai cette liste au montage de laquelle je veillerai personnellement.

Êtes-vous en service commandé ?

Non, pas du tout. Je suis simplement porteuse de la confiance des instances de mon parti, des militants. Forte de cette confiance, je serai alors heureuse de la confiance que me feront les électeurs.

Je me suis toujours dévouée pour la Martinique. J'ai assumé toutes les tâches qui m'ont été confiées. Aujourd'hui, je suis forte de l'expérience d'un par-

cours aux aspects diversifiés allant de l'engagement municipal en passant par une vie associative riche et par un vécu régional dont je n'ai pas à rougir du bilan. De plus, j'estime avoir une capacité à travailler avec tout le monde tout en préservant mes convictions et mon identité.

Ne craignez-vous pas cependant que les électeurs disent que ce sont toujours les mêmes qui sont aux avant-postes ?

Non. À ce jour, les électeurs ne m'ont pas mise en position de responsabilité majeure. Ensuite, la diversité que je recherche pour cette liste a valeur de renouvellement d'équipe. On ne peut pas faire fi de l'expérience. Ce qui est important en politique, c'est la capacité d'écoute et surtout la nécessité d'être en phase avec le pays et aussi la tolérance qui fait que l'on peut devenir l'interlocuteur dans des circonstances importantes pour le pays.

Quel programme entendez-vous défendre ?

Ce que je vais proposer à mes alliés, c'est d'enrichir une plateforme d'urgence prenant en compte le contexte actuel ainsi que les exigences de nos

populations telles qu'elles ont été ressenties aux derniers mouvements sociaux de février 2009 et à la lumière du résultat de la consultation du 10 janvier 2010. L'objectif principal est de fortifier la relance économique. Sur l'emploi, le transport, la vie chère etc., il faut agir vite et bien.

J'entends exploiter mon expérience du parlement européen pour encore mieux nous inscrire dans une dynamique européenne mais aussi caribéenne.

Comment avez-vous ressenti le résultat de la consultation du 10 janvier ?

L'ampleur du vote négatif m'a plongé dans une certaine perplexité. Il m'a montré le décalage entre l'avancée du monde et nous-mêmes. Il y a là un réel problème. Dans tous les grands états modernes, l'autonomie est courante. Dans toutes les gouvernances modernes, c'est la règle. Tous les états ont compris qu'on ne peut pas gouverner à distance...

» Je ne serai pas celle qui élève des murs

Les élus n'ont-ils pas failli dans le domaine de l'éducation civique et politique ?

Quelque part oui, on a donné le pas à l'épouvante sur l'éducation et la formation. Les générations se suivent mais l'éducation n'a pas suivi.

Il faut que l'on fasse très attention car les problèmes ne sont pas résolus. Nous sommes à tout moment aux portes de la violence. Le recours au dialogue ne s'est pas installé.

La population s'est sûrement accommodée à cette situation de deux assemblées en l'exploitant au mieux. Il faudra revenir tôt ou tard à une rationalisation nécessaire de nos institutions, dépasser les querelles politiciennes au profit de l'intérêt général.

Dans la perspective des régionales et même plus tard, est-ce que vous serez l'artisan du réchauffement des relations avec le PPM ?

Oui, pourquoi pas ? Pour moi, il est indispensable que la Martinique retrouve toute sa force avec une classe politique se parlant, se concertant et ayant en commun l'intérêt général du pays. Je ne serai pas de ceux qui élèvent des murs, mais je voudrai être un pont entre les hommes.



Quittant le PPM, j'ai fait cette proposition d'être ce pont entre les deux partis. À ce jour, cela n'a pas abouti mais pour moi, ce sera un axe indispensable pour retrouver une certaine sérénité et que l'on dépasse les querelles intestines. Il ne s'agit pas de dire que l'on tend la main et que chacun recule en sens inverse.

Le RDM pourra-t-il diriger la région avec les patriotes MIM-CNP si l'occasion se présente ?

Il est trop tôt pour envisager d'hypothétiques alliances. Quel sera le contexte au lendemain des régionales ? Personne ne sait. Il faudra de toute façon tenir compte de l'expression des électeurs. Une chose est certaine, les exigences de gouvernance imposeront leur loi.

Entretien : Ghislaine Burac. ■